

SPÉCIAL

50ième anniversaire de l'indépendance du Maroc

Par Abderrahman El Fouladi elfouladi@maghreb-canada.ca

RÉVOLUTION D'UN ROI ET DE SON PEUPLE

Troisième fils du Sultan Moulay Youssef, Sidi Mohammed Ben Youssef (Devenu le Roi Mohammed V après l'indépendance) est né le 30 août 1909 à Fès. C'est la France, en quête d'un souverain docile, qui l'avait intronisé le 18 novembre 1927 pour succéder à son père. Mais le souverain ne tarda pas à consolider ses liens avec les chefs du mouvement nationaliste, surtout suite à la promulgation, par l'occupant, le 16 mai 1930, du « Dahir berbère » qui déclencha une vague de contestations et de manifestations nationalistes dans la zone du protectorat français.

Quand Mohamed Ben Abdelkrim El Khattabi capitula au Nord, en 1926, et quand la résistance armée commença à s'essouffler au sud, au début des années 1930, la lutte se poursuivit par une offensive politique d'envergure visant à maintenir vivace la flamme nationaliste à l'intérieur du pays, et à rallier l'opinion internationale à la cause marocaine. à l'étranger.

Cherchant à endiguer la verve nationaliste, la France arrêta, le 25 octobre 1937, quatre des principaux dirigeants du Parti National; soit Allal El Fassi, qui fut exilé au Gabon, Mohammed Elyazidi, Omar ben Abdeljalil et Mohammed Mekouar, qui ont été transférés dans différentes localités des régions sahariennes.

Cette mesure déclencha d'importantes manifestations populaires qui reçurent l'appui du parti Qawmi de Mohammed ben Hassan Wazzani et qui se soldèrent par des arrestations massives dans les rangs des dirigeants locaux et des adhérents, aussi bien du parti Qawmi que du parti National.

Le Nord n'était pas du reste et d'importantes manifestations ont été organisées à Tétouan et à Larache, à l'instigation du Parti des Réformes Nationales d'Abdel Khaleq Torres, et de Mekki Naciri, fondateur de la revue "Almaghrib Aljadid" (le Maroc Nouveau)

Quant au parti réformiste dont Taïeb Bennouna était le secrétaire général (Voir encadré), il a entrepris une campagne de sensibilisation à l'étranger pour dénoncer la politique de répression menée par la France au Maroc. Décision fut prise de créer un bureau chargé de la défense de la cause marocaine à Genève, en Suisse.

Une trêve fut observée quand, en septembre 1939, le Sultan Mohammed Ben Youssef lança un appel au peuple marocain, en vue de soutenir la France face au danger nazi. Mais cette trêve n'empêcha pas le souverain de refuser l'application des lois d'exception adoptées par le gouvernement de Vichy à l'encontre des communautés juives.

Elle ne l'empêcha pas non plus de demander (et de recevoir) en janvier 1943 l'appui du Président américain Roosevelt



Dirigeants nationalistes et représentants de la jeunesse de Salé. On reconnaît assis de gauche à droite: Abou Bakr Kadiri, Moulay Larbi Alaoui, Haj Ahmed Balafrej, Mohammed Ghazi et plus loin Abou Bakr Zniber et Fqih Tétouani.



Le Sultan Sidi Mohammed ben Youssef (SM le Roi Mohammed V)

pour l'indépendance du Maroc, lors de la Conférence de Casablanca, en présence de Churchill. Au mois d'avril de la même année, il déclara le traité de Fès caduc et suggéra à la France, comme prélude à l'indépendance, un protectorat conjoint des Etats-Unis, de la Grande Bretagne, de la France et éventuellement de l'Espagne.

De concert avec les revendications du Sultan, le Parti de l'Istiqlal, formé le 10 décembre 1943, présenta dès le 11 janvier 1944 le manifeste de l'indépendance. Il n'en fallait pas plus au Général De Gaulle pour réagir, le 28 janvier 1944, et d'exiger du souverain marocain de respecter les dispositions du traité de protectorat de Fès.

Des manifestations qui tournèrent à l'émeute éclatèrent le même jour. Comme les Allemands avaient largué des tracts appelant au soulèvement du pays contre l'occupant, la France accusa les dirigeants nationalistes de connivence avec l'ennemi. Ahmed Balafrej, chef du parti de l'Istiqlal, fut arrêté et le Comité Français de Libération Nationale, qui promit des réformes en profondeur, refusa de voir mis en cause le traité de protectorat.

Politique de la carotte et du bâton

Après la Victoire alliée, le général De Gaulle reçut à l'Élysée, le 16 juin 1945, le Sultan Mohammed Ben Youssef, et le décora de l'ordre du "Compagnon de la libération". Mais plus que les honneurs, le souverain souhaitait l'indépendance de son peuple que la France libre continue de refuser.

S'engagea alors un bras de fer entre le Trône et l'occupant français.

Le 10 avril 1947, le souverain se rendit à Tanger, située dans la zone sous contrôle international, et prononça son fameux discours (le discours de Tanger) réclamant l'indépendance du Maroc et le respect de son intégrité territoriale. La France répondit par l'escalade et l'intimida-

tion en désignant, le 13 mai 1947, un militaire de carrière, le Général Juin chef d'Etat major général de la défense nationale, comme résident général au Maroc.

Mais ni le général Juin ni son successeur, le général Guillaume, n'ont réussi, ni à faire désavouer le mouvement nationaliste par le Souverain, ni à appliquer les réformes comme l'instauration des chambres consultatives dont les élections furent boycottées par le peuple marocain.

Le Souverain renouvela sa demande d'indépendance du Maroc, le 14 mars 1952, et rejeta la proposition française d'entamer des négociations sur la base des dispositions du traité de Fès.

Le général Guillaume riposta en exigeant du Souverain son renoncement à la majorité de ses droits politiques. Il poussa aussi une vingtaine de collaborateurs à désavouer le Sultan en l'accusant « de conduire le pays vers le chaos » et de s'allier à "des partis politiques illégitimes".

Devant ces exactions, le peuple marocain réagit par des manifestations de soutien à son souverain, manifestations réprimées dans le sang, dans plusieurs villes marocaines.



La famille royale en exil à Madagascar

Le 20 août 1953, les blindés encerclèrent le palais royal et le souverain ainsi que sa famille furent forcés à l'exil à Madagascar. Quant au trône, il fut gracieusement offert à un certain Ibn Arafa.

Par un tel acte, la France vient elle-même de déclencher la révolution du Roi et du Peuple. Le pays tout entier s'embrasa et des affrontements sanglants opposèrent nationalistes et colons durant 2 années.

Finalement, et suite à la rencontre franco-marocaine d'Aix-les Bains, le 23 août 1955, il fut décidé de déposer Ibn Arafa, de former un conseil de tutelle et d'accélérer la formation d'un gouvernement marocain provisoire représentant toutes les appartenances politiques.

Sa Majesté Mohammed V fit un retour triomphal, le 16 novembre 1955, à Rabat, la capitale du Maroc indépendant, où il fut accueilli par tout un peuple en liesse et où il célébra, le 18 novembre 1955, en même temps la fête du Trône et la fête de l'indépendance du pays.

Le 2 mars 1956, fut signé, à Celles-Saint-Cloud, les accords reconnaissant définitivement l'indépendance du Maroc.

L'HISTOIRE À LA BARRE DES TÉMOINS

Lettre de Taïeb Bennouna au nom du Parti Réformiste à Saïd Hajji (1912-1942) fondateur de la presse nationale arabe au Maroc.

Tétouan, le 20 février 1938 (19 Dhu al-Hijjah 1356)

Mon cher ami et patriote dévoué Saïd Hajji,

Respectueuses salutations

Le Comité exécutif du Parti m'a chargé de m'enquérir auprès de vous dans une affaire d'une extrême importance en rapport avec la cause nationale sacrée. Après le revirement qui a été constaté dans la politique française vis-à-vis du nationalisme marocain, qui s'est traduit par les mesures d'emprisonnement, d'exil et de répression des milieux nationalistes et de leurs dirigeants, le Parti Réformiste a continué à porter le flambeau de la lutte pour la défense de la cause patriotique, en organisant des mouvements de grèves ainsi que des manifestations de protestation et de résistance contre la France. Mais nous avons vu que les jours passent sans que notre action n'ait un quelconque impact sur la politique coloniale. Aussi avons-nous jugé utile d'entreprendre une action à l'étranger, et avons dépêché le mandataire du Parti, Mr Thami Elwazzani, en Europe, avec pour mission de prendre contact avec Haj Ahmed Balafrej et l'Emir Chakib Arsalane. Mr Elwazzani a procédé avec eux à une analyse détaillée de la situation et est revenu porteur d'un résultat concret, à savoir la constitution d'un bureau chargé de la défense de la cause marocaine en Suisse. Après avoir étudié cette idée sous tous ses angles, nous avons décidé de vous saisir, eu égard à la confiance totale que nous avons en votre fibre patriotique, afin de vous suggérer d'être parmi les membres actifs de ce bureau et de vous demander de nous indiquer des personnes dévouées que nous pourrions contacter à ce sujet.

Nous attendons une réponse positive pour vous fournir de plus amples détails. Nous insistons sur le caractère urgent de cette affaire et vous prions de nous répondre aussi vite que possible, en adressant votre courrier au nom de Mr Driss El Arfaoui, Wady Ahardane, Tanger.

Cordiales salutations de tous. Gloire et grandeur au Maroc

Le secrétaire Général: Taïeb Bennouna

NDLR: Taïeb Bennouna est le frère de Mehdi Bennouna, fondateur de l'agence Maghreb Arab Press (MAP) qu'il a ensuite cédé à l'état marocain. Mehdi est un nationaliste qui s'installa seul en 1947 à New York pour défendre la cause de l'indépendance du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie. Il est le fondateur de plusieurs titres de presse, notamment au nord du Maroc.